La mesure sérielle de l'activité industrielle dans la seconde moitié du XIX^e siècle

Problèmes de méthode à partir de l'exemple de l'Ille-et-Vilaine.

Jérôme Cucarull

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/129>

DOI : 10.4000/histoiremesure.129

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 janvier 2001

Pagination : 57-92

ISBN : 2-222-96709-0

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Jérôme Cucarull, « La mesure sérielle de l'activité industrielle dans la seconde moitié du XIX^e siècle », *Histoire & mesure* [En ligne], XVI - 1/2 | 2001, mis en ligne le 15 novembre 2005, consulté le 04 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/129> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.129>

Ce document a été généré automatiquement le 4 juin 2022.

© Éditions de l'EHESS

La mesure sérielle de l'activité industrielle dans la seconde moitié du XIX^e siècle

Problèmes de méthode à partir de l'exemple de l'Ille-et-Vilaine.

Jérôme Cucarull

- 1 Lorsque l'on étudie en détail les phénomènes liés à l'industrialisation, la mesure quantitative de l'évolution des différents secteurs d'activité est essentielle et il est donc très important de connaître les limites de l'information que fournissent les sources. Nous nous intéresserons à deux aspects complémentaires : les documents produits par les services de la Statistique Générale de la France d'une part ; les rôles de patentes d'autre part¹.
- 2 Si l'on prend l'exemple particulier du département d'Ille-et-Vilaine dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'évolution du nombre d'ouvriers recensés semble au premier abord dessiner une courbe claire, qui confirme une certaine désindustrialisation du département². L'examen des patentes confirme la tendance. Leur moyenne, d'après les recensement industriels, est de 34,8 francs en 1850 et n'est plus que de 29 francs en 1896. Reste à comprendre quelle est la signification réelle de ces chiffres. Au-delà d'une évolution présentée comme évidente, il faut essayer de mesurer la fiabilité des séries qui constituent le plus souvent l'ossature d'une explication du sens de l'évolution économique d'une région.
 1. Hétérogénéité et lacunes des sourcesDes séries disparates
- 3 Les documents statistiques que l'on trouve dans les dépôts d'archives publiques, en particulier dans la série M des Archives départementales³ sont avant tout d'ordre administratif. Il s'agit essentiellement des rapports réguliers des sous-préfets et du préfet. Ils ont servi en principe de base à l'établissement des statistiques imprimées par les services de la Statistique Générale de la France. Un simple coup d'œil jeté à leur liste suffit à démontrer combien les lacunes chronologiques sont importantes en Ille-et-Vilaine⁴. De même, leur répartition géographique est-elle très inégale⁵. Il en est de même pour les grandes enquêtes lancées par Napoléon III pour connaître en profondeur

l'état de la France. Les Conseils généraux n'y répondent pas toujours. En Ille-et-Vilaine, une circulaire du 15 août 1850 qui doit désigner les travaux industriels qu'il serait utile de répandre dans les campagnes, ne semble pas trouver d'écho⁶.

Tableau 1. Documents conservés dans les rapports trimestriels des sous-préfets, 1857-1881 (en % annuels)

	Nombre	%		Nombre	%
1857	19	79,1	1874	18	75,0
1858	17	70,8	1875	21	87,5
1859	20	83,3	1876-77	24	100,0
1860	9	37,5	1878	21	87,5
1861-71	0	0	1879	20	83,3
1872	5	20,8	1880	22	91,6
1873	4	16,6	1881	24	100,0

Source : A.D. I.-et-V., sous-série 6M.

- 4 Par ailleurs, la nature et le contenu de ces rapports évoluent : trimestriels jusqu'en 1881, ils deviennent mensuels jusqu'en 1891, puis redeviennent trimestriels jusqu'en 1894, année où s'arrête la série. Les rapports locaux précis manquent après les années 1890. Nous devons alors nous contenter des statistiques globales imprimées, qui ne sont pas non plus exemptes de critiques. En effet, le service de la S. G. F. n'échappe pas à la critique, malgré l'aspect novateur du recensement industriel de 1896, « loin de lancer une nouvelle série ils [les hommes qui dirigent le service] cèdent lentement du terrain sur la plupart des domaines dans lesquels la Statistique Générale de la France s'était engagée »⁷. Les enquêtes industrielles sont notamment victimes de cette apathie croissante.
- 5 Les rôles de patente sont une source essentielle pour suivre la croissance des entreprises. On a démontré la pertinence de leur utilisation pour l'analyse de la croissance économique⁸. Cependant il est plus délicat de les utiliser pour l'étude de la seule activité industrielle car, dans l'organisation des tarifs, c'est principalement le tableau C qui est précieux dans la mesure où il « contient les usines ou manufactures dont les produits ne s'adressent pas à des consommateurs locaux, et qui, par conséquent, doivent être taxés sans égard à la population »⁹. Il faudrait donc au préalable restreindre l'étude à ces données. Même dans ce cas la continuité des séries n'est pas assurée puisque, entre 1791 et 1888, « près de 200 lois, décrets, ordonnances, arrêtés, tarifs, circulaires, etc. » ont été consacrés à ce sujet¹⁰. Créée sous la Révolution, la patente se compose de deux éléments, un droit fixe et un droit proportionnel, dont les bases de calcul se modifient. Une loi du 25 avril 1844 introduit une rupture importante dans les critères d'imposition. Le premier critère repose, jusqu'en 1844, sur

la nature de la profession et l'importance de la commune où elle s'exerce ; ensuite ce critère de population n'intervient plus que pour certaines professions. Le second correspond à la valeur locative de la maison d'habitation du patentable et des locaux servant à l'exercice de sa profession. Son taux varie, passant de 1/10^e à 1/20^e après 1844.

- 6 Les critères qui ont présidé à la constitution du tableau C en 1844 sont, par ailleurs, variés :

« l'administration ne les a choisis qu'après avoir consulté des hommes spéciaux dans chaque industrie : tantôt elle s'est contentée de distinguer entre les fabriques à la mécanique et les fabriques sans mécaniques, tantôt elle a varié le droit d'après le nombre des hauts-fourneaux, des martinets, des laminoirs, des forges, des cylindres, des cuves, des fosses ou des fours ; et enfin, pour l'industrie des transports, elle l'a établi d'après le nombre des tonneaux de jauge, ou à raison des myriamètres parcourus »¹¹.

- 7 Le Second Empire remanie à trois reprises la législation des patentes, ce qui a pour conséquence de freiner brutalement la croissance de leur nombre¹². Cette constatation relativise la continuité de la série à l'échelon local. Après 1881, l'assiette de l'impôt se stabilise malgré quelques ajustements.

- 8 Enfin, d'une manière générale, les documents administratifs sont répartis entre plusieurs services et ministères : Ponts et Chaussées, Mines, Inspection du travail... Les documents chiffrés ainsi constitués ne concordent pas toujours entre eux. La première divergence tient souvent à la définition qu'ils donnent au terme « industrie ». Il existe, en effet, un problème de définition de l'industrie dont le contenu navigue entre représentations et réalités.

Statistiques et lois industrielles

- 9 Une question aussi simple en apparence montre en réalité une certaine complexité. Bien que ce soit l'aboutissement d'un long processus, Henri Sée date l'apparition du mot « industrie » de 1855 : « Jusqu'au XIX^e siècle, aucun mot ne désigne la production industrielle dans son ensemble. On ne pouvait donc aussi fortement saisir les relations existant entre les métiers, les arts et les manufactures. Il y eut là un progrès notable de la terminologie, et cela n'a pas été sans grand avantage pour la science elle-même »¹³. Mais la définition comporte encore de grandes imprécisions. Le programme de la statistique publiée en 1847 précise qu'il faut « ne tenir compte, toutefois, que des établissements qui occupent à leurs travaux au moins une dizaine d'ouvriers, excluant ceux qui en emploient un moindre nombre, comme devant rentrer, en général, dans la classe des arts et métiers, dont l'exploration n'aura lieu que postérieurement »¹⁴.

- 10 Il faut attendre trente ans pour en voir l'usage totalement consacré. Ce n'est que par un décret du 7 janvier 1886 que le « Ministère du Commerce » devient « Ministère du Commerce et de l'Industrie », alors qu'avant le 30 janvier 1882, il s'appelait « Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics »¹⁵. L'oscillation qui s'opère autour du commerce fait sentir la difficulté à déterminer rigoureusement le champ d'application de chacun de ces termes.

- 11 Quelle est la frontière entre industrie et artisanat ? Le *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle* de Pierre Larousse définit ainsi le terme artisan : « celui qui exerce un art mécanique, un métier », et il donne comme synonyme artiste et ouvrier. Il précise que « artisan et ouvrier se disent également des gens qui travaillent des mains, mais ouvrier a un sens plus étendu ; dans la classe nombreuse des ouvriers, on appellera plutôt

artisans ceux qui exercent un art mécanique. Les travaux de la campagne ne demandent pas, à proprement dire, l'emploi des machines, un fermier se fait seconder par ses ouvriers ».

- 12 La distinction entre les deux notions reste délicate à opérer¹⁶. La définition garde en effet dans la pratique une grande part d'imprécision, même si elle est, selon l'expression de Pierre Barral, une « réalité psychologique profonde »¹⁷. En côtoyant les archives, nous avons pu confirmer combien, dans un département rural comme l'Ille-et-Vilaine, la limite entre industrie et artisanat reste longtemps incertaine. Dans leurs rapports périodiques, les préfets ne distinguent pas grande industrie et petites entreprises à structure artisanale. On rejoint la définition que donne Littré dans son dictionnaire en 1863, pour qui « industrie se dit quelquefois de tous les arts industriels, à l'exception des arts agricoles, par opposition à l'agriculture ».
- 13 L'État lui-même se pose la question de la délimitation du terme lorsqu'il doit définir les lieux d'application des différentes lois réglementant le travail. Cette définition varie d'ailleurs quelque peu en fonction des textes. Ainsi, à propos de la loi de 1848 sur la durée du temps de travail, la question tourne autour de la notion de « manufactures et usines » : à cette époque on y comprend les établissements employant au moins 10 ouvriers et payant patente. Ensuite s'opère une évolution assez complexe du concept :

« en 1850, l'Administration, après avis du Conseil d'État, déclara qu'on devait se baser sur la nature des opérations et les moyens de productions employés ; en cas de difficulté les tribunaux statuaient. Le Comité des arts et manufactures, consulté en 1884, ayant donné une définition trop vague et trop arbitraire (les inspecteurs devaient tenir compte du langage usité et de la pratique industrielle), la Commission supérieure du travail, le 12 juin 1885, et l'Administration (circulaire ministérielle du 25 novembre 1885), se sont ralliées à la définition de la loi de 1841 ; en conséquence, sont considérés comme manufactures et usines : 1° les établissements à moteur mécanique ou à feu continu ; 2° toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers »¹⁸.
- 14 Pour la loi du 2 novembre 1892, qui régit la durée du travail dans les industries, sont établissements industriels « les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance » (Article 1, paragraphe 1). Les établissements non compris dans la loi sont : les magasins et boutiques et autres locaux en dépendant, destinés à l'exploitation d'un commerce ou d'une profession se rattachant à la vie domestique, les bureaux, les ateliers de famille. Or, « sont ateliers de famille, les ateliers où le travail est exécuté exclusivement par les enfants ou pupilles de celui qui dirige l'atelier »¹⁹, ce qui, étant donnée la structure de l'activité industrielle, exclut la majeure partie des entreprises du contrôle.
- 15 L'ambiguïté des termes est telle que parfois le législateur est obligé d'y apporter des précisions pour la lever. C'est le cas pour la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Son premier article précise qu'elle concerne les « ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives,

ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ».

- 16 Or, à partir de cette énumération, « une question importante, que ne résout pas explicitement le texte législatif, était celle de savoir si la loi était applicable aux ateliers aussi bien qu'aux usines et manufactures. L'intention du législateur n'est pas douteuse à cet égard. Il a été déclaré, au cours de la discussion, par le rapporteur de la Commission sénatoriale, que la loi devait s'appliquer à toutes les industries et que les ateliers notamment étaient compris dans les mots 'usines ou manufactures'. On peut aussi conclure à la lecture du dernier paragraphe de l'article 1^{er}, qui affranchit des obligations de la loi les ouvriers travaillant seuls d'ordinaire, que les personnes employant habituellement plusieurs ouvriers ou même un seul, c'est-à-dire tous les artisans soumis à la patente, y sont assujettis ». Le 24 août, une circulaire adressée aux préfets par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes confirme cette interprétation. La question est à nouveau évoquée dans une circulaire du 10 octobre 1899, ce qui semble indiquer que les choses ne devaient pas paraître aussi évidente aux fonctionnaires chargés de l'appliquer²⁰.
- 17 À l'échelon administratif local la même diversité de conception de l'industrie règne. Elle est parfois assez restrictive. Dans une circulaire aux maires du département d'Ille-et-Vilaine, le 22 décembre 1860, concernant le recensement décennal de l'industrie, le préfet précise que « le recensement ne comprendra que l'industrie manufacturière seulement, c'est-à-dire les établissements qui fabriquent des produits en gros et les livrent au commerçant chargé, à son tour, de les vendre au consommateur. Il exclut ainsi toute la petite industrie habituellement désignée sous le nom d'arts et métiers. Toutefois, s'il existait dans votre commune des établissements industriels qui vendissent à la fois en gros et en détail, ils devraient également y figurer »²¹.
- 18 En 1858, un membre de la chambre de commerce de Rennes déclare : « je n'appelle pas industrie le métier qui fait vivre une famille, non plus que le moulin à eau que fait tourner le meunier »²². Cette définition extensive est finalement essentiellement négative (ce qui n'est pas l'agriculture).

Les patentes

- 19 Pour les patentes, deux problèmes se cumulent : les modifications dans les nomenclatures prises en compte ; la subtilité parfois subjective des exemptions. En 1850, une loi « augmente la nomenclature des professions sujettes à patente en ajoutant une liste considérable de commerces ou d'industries aux tarifs de 1844 »²³. Celle du 15 juillet 1880 définit ainsi le « fabricant » : « celui dont la profession, inscrite sous une dénomination quelconque au tableau des commerces, industries ou professions dont le droit fixe est réglé eu égard à la population et d'après un tarif général, consiste dans un travail de fabrication, de confection ou de main-d'œuvre, lorsqu'il travaille pour le commerce et qu'il occupe plus de dix ouvriers disséminés ou réunis dans le même établissement »²⁴.
- 20 Pour les exemptions, des constantes s'observent. La préservation du travail à domicile, réalité économique importante et garante d'un certain ordre social, est constamment réaffirmée. L'article 3 de la loi de finances du 2 juillet 1862 contient « une réforme libérale en faveur des ouvriers », « inspirée par l'esprit de justice tout autant que par la nécessité d'épargner les véritables ouvriers »²⁵. L'article 3 de la loi de finances du 2 août 1868 indique que « est exempt de la patente l'ouvrier travaillant en chambre avec un apprenti de moins de 16 ans »²⁶.

« C'est une innovation qui mérite d'être signalée. Cette latitude particulière offerte aux classes ouvrières constitue un sérieux avantage : il existe un grand nombre de petits métiers dans lesquels la présence d'un apprenti est admise par l'usage générale, rendue à peu près indispensable par la nature du travail lui-même »²⁷.

- 21 Pour toutes ces usines à la situation souvent précaire, le législateur se montre bienveillant. L'article 2 de la loi du 17 juillet 1889 accentue cet avantage. Il exempte « le fabricant travaillant exclusivement à métier à façon dont le droit fixe, calculé conformément au tarif légal, n'excédera pas 21 francs en principal », alors qu'auparavant il était de 10 francs d'après la loi du 15 juillet 1880²⁸, et il exempte de droit proportionnel tous les ouvriers de ce type. Pour les minières et carrières, « des distinctions parfois subtiles et des revirements de jurisprudence » ont lieu²⁹.
- 22 Certaines distinctions peuvent surprendre. Ainsi les fabricants et marchands de broderies en demi-gros, ainsi que les fabricants de dentelles en gros, demi-gros et détail, « ne sont imposables, dans les conditions du tableau C, que dans le cas où ils ont des ateliers, des corps de fabriques ou de manufactures dans lesquels ils occupent de véritables ouvriers ». Cette expression fait d'ailleurs l'objet d'une explication : « on a représenté qu'il n'était pas exact d'assimiler aux ouvriers dont il est fait mention dans la loi de patentes les personnes et particulièrement les femmes et les enfants qu'emploient les fabricants de broderies. Ces personnes, en effet, qui travaillent chez elles, changent très souvent de maîtres, interrompent fréquemment la broderie pour le travail des champs ou d'autres occupations, apprennent presque toujours à broder dans la famille et sans faire l'apprentissage spécial qui donne à l'ouvrier son véritable caractère ». La situation est identique chez les fabricants de dentelles³⁰.
- 23 L'évolution de l'imposition reflète, avec quelques décalages, celle des industries dans leur ensemble. L'imbrication entre travail industriel et travail agricole existe dans de nombreuses activités sans faire l'objet de mesures spéciales. Cette spécificité des sociétés rurales pose le problème de la manière dont se fait le comptage des ouvriers, même si on tente scrupuleusement de distinguer les deux types d'activité. En 1863, pour les fabriques de café de chicorée, de glands et autres matières « ne sont point comptés les ouvriers qui ne sont employés qu'à la culture de la chicorée ou à la récolte des glands »³¹. L'article 11 de la loi du 15 juillet 1880 prévoit que « dans toute usine fonctionnant exclusivement à l'aide de moteurs hydrauliques, le droit fixe sera réduit de moitié pour ceux des éléments de cotisation qui seront périodiquement forcés par manque d'eau ou par crue d'eau de chômer pendant une partie de l'année équivalente au moins à 4 mois ». En 1891, on estime qu'« il conviendra, en ce qui concerne les scieries mécaniques et les moulins et autres usines analogues, d'éviter avec soin toute application abusive de la disposition nouvelle qui prescrit le doublement du droit fixe afférent aux éléments de production fonctionnant dans certaines conditions. (...) De plus, il faudra, pour qu'elle soit applicable, que l'exploitant achète les matières premières pour revendre ensuite les produits de sa fabrication, ainsi que la loi le spécifie. (...) lorsque l'usine, fonctionnant habituellement à façon, ne sera passible que du droit fixe simple »³².
- 24 Le législateur introduit progressivement des activités qui y échappaient jusqu'alors. En 1880, « l'administration a été informée que divers établissements, tant religieux que laïques, tels que maisons de refuge, ouvroirs, orphelinats, etc., où sont exercées des professions passibles de la patente, ne sont pas assujettis à cette contribution par le motif qu'ils seraient affectés à des œuvres de bienfaisance ou de piété auxquelles seraient consacrées les ressources provenant de l'exercice dont il s'agit, ou pour

d'autres causes analogues. Ces exemptions sont abusives et ne doivent pas être retenues »³³. Cette mesure résulte en partie de plaintes, de plus en plus nombreuses, d'industriels qui, en particulier dans le secteur textile, estiment être victimes d'une concurrence déloyale.

- 25 En fait, même si les exemples paraissent anecdotiques, la loi, en voulant coller au plus juste avec la réalité économique, offre une vision relativement éclatée du tissu économique, qui correspond d'ailleurs assez bien à sa dualité. Ce choix est éminemment politique. En 1905, ses intentions sont nettement affirmées : « le législateur, en effet, en accordant ainsi un régime de faveur à la petite et à la moyenne industrie, a voulu surtout tenir compte des conditions économiques particulières à certaines régions »³⁴.

Les nomenclatures professionnelles

- 26 En définitive se pose la question du contenu d'un corpus ne désirant prendre en compte que les activités industrielles. Ce n'est pas qu'une simple question de mots. Alors que le recensement industriel de 1860 indique 1 300 à 1 700 établissements en Ile-et-Vilaine, celui de 1866 en donne 22 692, soit 12 fois plus ! Ces problèmes de comparaison terme à terme entre les recensements ont d'ailleurs été soulignés à maintes reprises³⁵. Mais nous touchons là un autre aspect qui dépasse largement la seule approche statistique traitée ici : « la classification socio-professionnelle ne peut être traitée comme n'importe quel outil statistique dont il s'agirait d'expliquer le fonctionnement. Elle est étroitement liée aux opérations de représentation d'une société : représentation statistique, certes, obéissant à certaines contraintes techniques ; représentation politique, ensuite, (...), représentation cognitive ordinaire, enfin »³⁶.
- 27 Avant 1896, deux questions seulement étaient posées à chaque personne exerçant une activité : « quelle est votre profession ? » et « êtes-vous patron, employé, ouvrier, domestique ? ». Or, la première question paraît insuffisante « parce qu'elle est imprécise et vague ; elle ne peut donc donner lieu à des réponses précises »³⁷. Les exemples en sont nombreux. En 1891, pour remplir la rubrique concernant les entreprises d'État, « aucune question n'était posée pour déterminer si le recensé appartenait ou non à un établissement de l'État »³⁸. Cette analyse est d'autant plus importante que « les inconvénients de l'ancienne méthode de recensement étaient en partie masqués par la publication des résultats, parce que le classement des personnes exerçant une profession n'était opérée qu'entre un petit nombre de groupes professionnels ; toutes les erreurs d'attribution qui auraient pu se produire entre industries d'un même groupe étaient ainsi évitées ». Ces classements ne permettent qu'une approche grossière de l'organisation industrielle et « ce ne sera qu'un aperçu très insuffisant pour la plupart des problèmes sociaux »³⁹.
- 28 D'un autre côté, un certain nombre d'activités recensées n'apparaissent pas fortement liées à l'industrie, comme une grande partie des métiers que les statistiques regroupent sous le nom générique d'industries de l'alimentation, c'est-à-dire les fournils des boulangers, les cuisines des pâtisseries, les laboratoires des charcutiers. D'ailleurs, ces activités ne seront pas soumises à la loi du 2 novembre 1892 limitant la durée du travail dans l'industrie « considérant que les magasins ou boutiques servant actuellement en France au commerce de la boucherie et de la charcuterie ne participent à aucun degré de l'organisation industrielle »⁴⁰. Inversement, des métiers comme ceux liés au bois sont considérés comme des métiers agricoles et ne bénéficient pas des lois ouvrières, en particulier en ce qui concerne les accidents du travail, même si certains entrepreneurs, comme les bûcherons, sont de véritables industriels⁴¹.

- 29 Il y a donc une énorme diversité dans la désignation des métiers⁴². La nomenclature de ces industries évolue. Il se produit, en effet, un accroissement exponentiel des désignations industrielles.

« Tandis qu'en 1850 on ne distinguait en France que 325 branches d'industrie, les recensements de maintenant [1911] embrassent 4 785 noms d'industries (non compris le commerce et les moyens de communication) (...). De ces 4 785 désignations, si l'on veut connaître le nombre exact des branches d'industrie, il faut déduire une bonne partie, car toute industrie, portant des noms divers, figure en effet, au recensement, sous tous les noms ; ces doubles désignations ne doivent pourtant pas faire plus d'un tiers du nombre cité. Seul le travail des métaux, sans les travaux de mine, de laminage, d'affinage, d'aciérage, sans les hauts-fourneaux et les travaux de martelage, mais y compris l'industrie des machines et des instruments de toutes sortes, comprend 1 248 branches d'industrie. Que de ce nombre on déduise peut-être une certaine quantité figurant deux fois sous une double désignation, il suffit du nombre restant et des particularités qui font croître ce nombre, pour constater l'étonnante spécialisation du travail dans l'industrie moderne. La branche des alliages de métaux comprend 112 spécialités ; la fabrication des machines à filer et à tisser 58 ; celle des machines 364, et la division n'est pas ici poussée aussi loin qu'elle pourrait l'être et qu'elle l'est en effet parfois »⁴³.

- 30 Cela s'explique par une évolution dans la façon dont les statisticiens ont enregistré les professions au cours du temps. Les années 1850 sont charnières. Avant cette date, les statistiques sont encore très marquées par l'organisation en métiers qui prévalait sous l'Ancien Régime ; après cette date, émerge progressivement la distinction de plus en plus claire entre salariat et non salariat, traduisant la nouvelle organisation du système industriel⁴⁴.

- 31 Malgré ces réserves, la mesure statistique s'améliore peu à peu. La statistique industrielle dressée en 1896 donne un certain de détails absents jusqu'alors et précise un certain nombre de notions restées floues. Il faut d'autre part souligner les conditions plus rigoureuses du recensement à partir de 1901, où l'on observe une diminution du nombre des établissements, qui « tient surtout aux conditions nouvelles du recensement et du dépouillement »⁴⁵. Tout cela explique la difficulté à établir régionalement ou localement des courbes quantitatives fiables, à moins d'opérer de savants calculs, qui font appel à des méthodes économétriques⁴⁶.

2. Quel crédit accorder aux statistiques ? Le problème des établissements industriels

- 32 Les grandes enquêtes sur l'industrie, comme celle de 1861-1865, devaient porter sur la totalité des usines et fabriques, sans distinction⁴⁷. Elles devaient répondre à une véritable nécessité : on ne pouvait multiplier les demandes d'information à l'excès, au risque de ne plus obtenir de réponse satisfaisante de la part d'informateurs lassés ou agacés à force d'être sollicités. Le système des enquêtes en profondeur effectuées à intervalles plus longs, semblait une solution satisfaisante.

- 33 « Or, l'utilisation de ce type de documents reste délicate et limitée pour l'historien : centralisés géographiquement par arrondissement et, dans chaque arrondissement, par branches d'industries, les renseignements sont donnés sous forme de chiffres globaux, sans distinctions de détail, ce qui rend leur exploitation parfois décevante ».⁴⁸

- 34 B. Gille a résumé de façon claire mais quelque peu rapide, la différence ainsi marquée entre « une statistique régulière dont la routine entraîne la précision par une sorte de processus psychologique facile à reconstituer »⁴⁹.

- 35 Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, la raison d'être de ces statistiques est avant tout politique. Pour s'en convaincre, il suffit de citer la lettre qu'envoie le ministre de l'Agriculture et du Commerce aux préfets en février 1862. Il justifie la nécessité d'élaborer une statistique fiable par le besoin de pouvoir répondre le plus rapidement possible à une crise, qu'elle soit alimentaire ou sociale, et d'assurer en fin de compte la stabilité politique. En 1862, dans une circulaire aux préfets, le ministre précise ce point :
- « Monsieur le préfet, il ne saurait vous échapper, surtout lorsque des circonstances exceptionnelles se présentent, telle qu'une crise alimentaire ou des événements politiques dont le contrecoup peut réagir sur l'industrie et le commerce, combien il importe que le Département ministériel plus spécialement chargé de veiller aux intérêts matériels du pays, soit constamment tenu au courant de la situation économique de l'Empire, qu'il sache si le travail est actif ou languissant et connaisse les causes qui développent ou restreignent la production et la consommation (...). Ce que je demande, c'est que, par vos soins, une enquête soit constamment ouverte sur la situation économique de votre département afin que, dans telles circonstances données, le gouvernement puisse être en mesure de venir en aide aux bras inoccupés, soit en développant les travaux publics sur un point déterminé, soit par tout autre moyen qu'il jugerait utile et praticable. C'est par une sage prévoyance qu'on rend les crises industrielles et commerciales moins intenses, mais cette prévoyance n'est possible qu'autant que le gouvernement est averti à temps des préoccupations qui se font jour et connaît les causes qui les produisent »⁵⁰.
- 36 Ainsi les statistiques sont-elles au service de la politique sociale du Second Empire, l'étayant et la justifiant même. La situation sera peu différente sous la Troisième République. Cela explique qu'elles peuvent être insuffisantes pour une histoire économique et technique.
- 37 Les nombreux documents expliquant comment sont élaborées les statistiques à l'échelon local permettent d'en comprendre l'intérêt et les limites. Une circulaire du 10 mars 1856 exige des préfets l'envoi de tableaux trimestriels concernant la situation industrielle de leurs départements. Mais dans l'esprit même des dirigeants il ne s'agit là que d'éléments indicateurs. Suite aux circulaires des 17 février 1862 et 31 juillet 1863, ces renseignements sont envoyés mensuellement, gardant le même libellé. On ne se fait guère d'illusions sur leur valeur globale⁵¹ ; les responsables économiques sont en effet conscients de leurs lacunes. Ainsi le 24 octobre 1858, le président de la chambre de commerce de Rennes écrit au préfet pour lui proposer des solutions, afin d'améliorer les tableaux servant à la statistique industrielle⁵².
- 38 À cette situation locale, il faut ajouter les problèmes liés à l'évolution de la *Statistique Générale de la France*. Hervé Le Bras a souligné son ambiguïté après 1870⁵³. À partir de 1898, un annuaire régulier paraît, les classifications s'affinent, ce que confirme la statistique de l'industrie et des métiers en 1896. Mais la routine s'installe, au détriment notamment des grandes enquêtes agricoles et industrielles, qui se raréfient. Selon M. Volle, si la statistique industrielle disparaît entre 1861 et 1938 c'est avant tout parce que les industriels se méfient de l'État et refusent de répondre aux enquêtes. Elles sont perçues comme une menace pour la liberté, une possibilité de contrôle des industries dans un contexte économique devenu libéral⁵⁴.
- 39 Enfin, l'imprécision de la définition de l'industrie se reflète dans les rapports, en fonction des conceptions individuelles des rédacteurs. Un seul exemple : en 1850, le sous-préfet de Fougères indique qu'il a exclu les sabotiers de la statistique industrielle, sans donner aucune justification⁵⁵. Cela amène à homogénéiser des chiffres qui ne se

recoupent pas toujours exactement. On constate, d'autre part, l'imprécision de certaines données. Les exemples sont nombreux et nous ne retiendrons que les plus significatifs. En 1853, le sous-préfet de Fougères écrit : « il est difficile de donner des renseignements précis sur le chiffre d'affaire que font les filatures de laine et la verrerie de Laignelet. L'on peut seulement apprécier l'importance de ces usines par le nombre d'ouvriers qu'elles emploient »⁵⁶. C'est un phénomène si commun que, le 17 février 1862, le Ministre de l'Agriculture se plaint aux préfets à ce sujet : « Quelques-uns d'entre vous ont continué à me tenir régulièrement au courant de la situation industrielle et commerciale du département confié à leurs soins ; mais le plus grand nombre, je le constate à regret, a cessé toute espèce d'information sur ce point, ou s'est borné à des renseignements vagues qui ne pouvaient avoir pour moi aucune utilité pratique »⁵⁷.

- 40 Une décennie plus tard, le problème reste entier et le préfet, une nouvelle fois, ne peut que déplorer le manque d'informations à propos d'un certain nombre d'industries⁵⁸. Il semble que le problème ne sera jamais résolu de manière totalement satisfaisante. Les données resteront toujours collectées avec peine. De nombreuses lettres sont envoyées par le Ministre au préfet pour lui réclamer des informations⁵⁹. À son tour, en vertu du processus hiérarchique, le préfet transmet les mêmes requêtes aux sous-préfets⁶⁰. Lorsque les données sont jugées insuffisantes, le ministère renvoie purement et simplement les documents afin qu'ils soient complétés. C'est notamment le cas en 1877.
- 41 La difficulté de collecte des données est d'ailleurs un phénomène général⁶¹, qui se poursuit jusqu'à la Première guerre mondiale. Dans l'évaluation de la production publiée en 1917 à partir de données antérieures à 1914, « malgré le soin apporté à la préparation de cet ouvrage, et malgré les sources très nombreuses de documentation auxquelles il a été fait appel, il n'en subsiste pas moins que ce premier essai d'évaluation de la production est encore incomplet. Si, pour un certain nombre d'industries, notamment celles qui font l'objet d'un recensement annuel de la part des Administrations publiques, il a été possible d'indiquer, avec une approximation très voisine de la réalité, l'importance de la production, il n'est malheureusement pas de même pour certaines industries dont la production n'a jamais été chiffrée jusqu'ici avec exactitude »⁶².
- 42 Les autorités font pourtant de leur mieux, mais ne peuvent que subir la situation. Elles sont alors totalement impuissantes et constatent, comme le sous-préfet de Redon en 1857 : « J'aurais vivement désiré vous transmettre ce tableau dans les délais prescrits, mais cela n'a pas été possible, en raison de la difficulté incroyable avec laquelle je suis parvenu à recueillir les renseignements dont j'avais besoin »⁶³. En effet, comme le signale le maire de Pléchâtel « en ce qui concerne la carrière de Riadan (...) Mr Chalain a ordonné à son contre-maître de ne plus donner à l'avenir aucun renseignement sur l'état de la fabrication ou de la vente de ses ardoises. Comme il est fort désagréable pour l'administration qu'elle soit exposée à recevoir de pareilles injures, et que le directeur des forges du Plessix peut suivre l'exemple donné par M. Chalain, je vous prie de me dire ce que je dois faire à l'avenir ». À la même époque, le maire de la Couyère déclare : « je suis allé hier parler à MM. les Poirier et ils ne veulent pas dire le nombre d'ardoises qui a été fabriqué et vendu pendant ce trimestre »⁶⁴. Le préfet ne voit pas là un inconvénient grave :
- « M. le sous-préfet verra, par la minute ci-jointe, qu'il s'agit d'un travail d'appréciation générale. C'est d'après ce que peut savoir chaque sous-préfet, que le travail peut être établi. On ne peut pas préciser, en effet, le nombre des ouvriers.

Mais on sait en masse, si pendant un trimestre, il y a plus d'activité, si les prix ont été plus rémunérateurs, si les affaires ont été plus suivies (en un mot c'est un compte moral) »⁶⁵.

- 43 D'autres institutions, comme la chambre de commerce de Rennes, n'arrivent pas à obtenir de renseignements pour leurs propres statistiques. Ainsi, en 1858, elle constate qu'« il a été impossible de se procurer des détails complets sur la corroierie ; la chambre se borne à constater qu'à Rennes cette fabrication s'élève à environ 300 000 francs de produits »⁶⁶. Il ne faut par conséquent pas essayer de tirer de ces documents ce qu'ils n'ont pas pour mission de montrer. Ils ne prétendent nullement à l'exhaustivité, se contentant d'énumérer les principales industries, ou du moins celles qui paraissent telles. Courantes sont les attitudes de responsables qui, comme le sous-préfet de Saint-Malo le 12 mai 1858, n'adressent au préfet que « les seules opérations qui, par leur importance, méritent vraiment d'être citées »⁶⁷.
- 44 En ce qui concerne les ardoisières dans les années 1870, « depuis plusieurs années les carriers de Guignen, Renac, Brain et Bains ne font plus de déclaration pour leurs travaux ; la formalité d'une déclaration leur a été rendue pourtant moins onéreuse et moins difficile par le décret du 25 mars 1868, qui les a dispensés de fournir un plan ; mais comme leurs travaux dans la même carrière n'ont qu'une bien courte durée, ils se soucient peu de déclarer chaque nouvelle exploitation au maire de leur commune, qui de son côté n'a pas encore eu connaissance du décret du 25 mars 1868, et n'a pu le porter à la connaissance de ses administrés »⁶⁸.
- 45 On se heurte à un véritable barrage des mentalités. C'est la peur de l'impôt qui motive les réticences, et ceci bien avant notre période. Lorsque Bertin et Maupillé veulent dresser une statistique de l'arrondissement de Fougères dans les années 1840, « les marchands et les fabricants craignent tellement de faire connaître leurs opérations commerciales, que nous n'avons pu nous procurer que des bases très vagues, pour asseoir les chiffres de l'évaluation des produits de l'industrie manufacturière de l'arrondissement : nous ne donnons donc nos chiffres que comme des approximations, qui ne nous inspirent pas une très grande confiance »⁶⁹.
- 46 Très représentative est cette lettre du sous-préfet de Redon dans les années 1860 :
- « Je prévois le moment où la majeure partie des industriels et commerçants de l'arrondissement de Redon refuseront formellement de donner les indications nécessaires pour l'établissement de ce travail, car déjà aujourd'hui, ils le font avec une véritable répugnance, et nourrissent dans leur cerveau les idées les plus absurdes, se figurant par exemple qu'on leur demande des renseignements pour mettre de nouveaux impôts à leur charge ».
- « Je ne sais pas en vérité, Monsieur le préfet, quel sera le moyen d'arriver à détruire de semblables préjugés. Je suis porté à croire qu'il n'y a pas de remède, parce que j'ai la conviction que tous les efforts qu'on pourrait tenter pour tâcher de désabuser les chefs des divers établissements industriels et des principales maisons de commerce, n'auraient pour résultat que d'augmenter la défiance de cette classe, qui à Redon surtout, est ombrageuse, par rapport à Paris »⁷⁰.
- 47 Finalement, quelles que soient les sources utilisées, il restera toujours des ateliers « fantômes » non répertoriés⁷¹. En Ille-et-Vilaine le phénomène est d'autant plus visible que les rôles de patentes ont disparu jusqu'en 1914.
- 48 Reste alors posée la délicate question de la continuité des données et de leur comparaison : que peut-on en tirer sans entrer dans des spéculations hasardeuses ?

- 49 Découlant de la constatation de la faiblesse des sources, il est délicat d'entrer trop avant dans l'analyse. Ainsi les statistiques trimestrielles révèlent-elles des variations dans les chiffres d'industries et d'ouvriers. Or, il n'est pas rare de voir une industrie « disparue » pendant un trimestre être à nouveau mentionnée dans le rapport suivant. On peut se demander si ce n'est pas dû à un chômage temporaire. Mais, le plus souvent, il n'y a pas corrélation entre chute des industries et baisse du nombre d'ouvriers. Si bien que ces phénomènes, s'ils sont effectivement à l'œuvre, ne peuvent être distingués des conséquences de l'hétérogénéité des rapports. Les causes des augmentations ou diminutions de la production portées sur les tableaux restent le plus souvent mystérieuses. La situation de l'arrondissement de Saint-Malo en 1857 et 1858 (cf. Graphique 1) et celle de l'arrondissement de Vitré entre 1857 et 1880 (cf. Graphique 2) sont à cet égard représentatives.
- 50 En l'absence de documents écrits confirmant et (ou) expliquant cette chute brutale, qui ne s'observe pas à une telle échelle dans les autres arrondissements, on peut légitimement se demander si le sous-préfet de Saint-Malo a utilisé les mêmes critères. On ne peut donc en tirer aucune conclusion précise. Et ce cas de figure n'est pas isolé.
- 51 Enfin, quand les données ont pu être récoltées, c'est leur formulation qui peut poser problème. Le 2 juillet 1858, par exemple, le Ministre demande au préfet des précisions sur une note ainsi conçue : « l'industrie va lentement »⁷².

Graphique 1. Fluctuations trimestrielles du nombre d'établissements et du volume de la main-d'œuvre dans l'arrondissement de Saint-Malo (1857-1858)

Source : A.D. I.-V. 6M 1005.

Graphique 2. Fluctuations trimestrielles du nombre d'établissements et du volume de la main-d'œuvre, d'après les rapports du sous-préfet de Vitré (1857-1880)

Source : A.D. I.-V. 6M 1005 à 1008.

- 52 La même incertitude existe en ce qui concerne les patentes. En 1892, « les études dont la contribution des patentes est actuellement l'objet de la part du parlement exigent que la statistique des bases de cotisation de cet impôt, qui n'a pas été dressée depuis 1885, soit mise immédiatement à jour »⁷³. De même l'appréciation des éléments servant de base à l'établissement des taxations semble poser certains problèmes puisque en 1894 une circulaire dont le but est de « donner aux nouveaux modèles une contexture susceptible de diminuer les écritures dans la mesure du possible et d'assurer plus d'uniformité dans les procédés de travail », précise que les inspecteurs devront veiller, « lors de l'examen des bulletins industriels, à ce que, pour des usines de même nature, se trouvant dans des conditions analogues et montées selon le même système, une concordance suffisante soit établie entre les estimations de la valeur vénale des outillages, ainsi qu'entre les taux d'intérêt appliqués à cette valeur. Je les autorise à correspondre à ce sujet, par l'intermédiaire des Directions, avec ceux de leurs collègues auprès desquels ils croient pouvoir trouver d'utiles renseignements »⁷⁴. D'autre part, les séries statistiques ne tiennent pas compte des nombreuses réclamations qui diminuent le chiffre de la contribution et sont fort variables d'une année à l'autre (cf. Tableau 2).

Tableau 2. Réclamations au sujet des patentes en 1888 et 1898

	1888	1898
Nombre total de réclamations pour les contributions directes	1 339	809
Nombre total de réclamations pour les patentes	501	238
Rejets	10	79
Situation inconnue	-	77

Transferts	-	5
------------	---	---

Source : A.D. I.-V. 9P1, Registre de réclamations. Contributions directes.

- 53 Les documents sont donc concordants : approximation des statistiques, difficulté de récolter les informations, de les interpréter... Or, si ces renseignements étaient jugés difficilement exploitables à l'époque de leur rédaction, à plus forte raison le sont-ils pour les historiens un siècle plus tard !

À la recherche des ouvriers

- 54 Nous insisterons moins longuement sur ce sujet car les mêmes problèmes se posent que pour les industries et en découlent en partie (cf. Graphique 1). Là encore, les statistiques se révèlent peu fiables⁷⁵. Leur comptage ou leur exclusion dépend évidemment de la définition que l'on donne de l'industrie. Aussi, les artisans ou ouvriers des petites fabriques sont-ils le plus souvent ignorés. De plus, ces chiffres, figés d'une année sur l'autre, ne représentent pas obligatoirement la réalité à l'époque où est publiée la statistique.
- 55 Pour cette question, on peut avoir recours aux recensements de la population, qui sont loin d'être toujours satisfaisants. Le dénombrement de 1851 est le premier à indiquer la profession des personnes recensées et même les doubles professions. De plus, on n'a pas, en principe, attribué de profession particulière aux femmes, si elles ne concourent pas effectivement à l'activité de leur mari. C'est donc là une base de départ intéressante⁷⁶. En revanche, la situation se gâte dès 1856 puisque, suite à une erreur du Directeur de la Statistique Générale de la France, on compte non seulement le chef de famille mais également tous ceux qu'il fait vivre, directement ou indirectement (famille, domestiques, ouvriers). En outre, en cas de pluri-activité, seule la profession principale est mentionnée. Il faut attendre 1876 pour avoir à nouveau un recensement relativement fiable, du fait de la rédaction de bulletins individuels⁷⁷. De la même façon, il semble que, bien souvent, les ouvriers pluri-actifs ne déclarent que leur activité principale, ce qui fausse largement les statistiques.
- 56 La saisie précise du nombre et des caractéristiques des ouvriers ruraux s'avère donc périlleuse car la « désindustrialisation » des campagnes puis la confusion souvent établie entre le départ de la profession agricole et l'exode rural, ont conduit à ignorer la catégorie des ouvriers ruraux. Perçu comme une étape d'un processus en cours qui doit conduire le paysan jusqu'à la ville et non point comme un mode de vie autonome, l'état d'ouvrier de l'industrie en milieu rural n'a pas retenu l'attention. « Pour des raisons politiques et idéologiques (...) industrialisation et urbanisation sont allées longtemps de pair en France et le concept même d'ouvrier rural est demeuré impensable (...). La difficulté à définir les ouvriers ruraux ne tient pas seulement à la relative nouveauté du phénomène. Elle est également imputable à l'extrême diversité des situations qu'il recouvre »⁷⁸. C'est ce que nous avons démontré dans les instructions pour l'établissement des rôles de patentes.
- 57 Encore une fois, le passage de l'artisanat à l'industrie peut brouiller notre jugement. Si l'on considère que l'artisan est un travailleur indépendant, exerçant personnellement et pour son propre compte un métier manuel, il peut arriver qu'il glisse vers la catégorie d'ouvrier s'il passe sous la coupe d'une entreprise structurée. La nature de l'activité ne change pas mais la comptabilisation semble faire miraculeusement

apparaître des ouvriers qui exerçaient pourtant la même activité auparavant⁷⁹ ! Il faut rappeler que la séparation entre patrons et salariés, si elle se précise, n'en demeure pas moins encore assez floue dans de nombreux cas⁸⁰. Ajoutons que des lacunes existent pour certaines catégories d'ouvriers. En 1871 par exemple, pour les renseignements recueillis sur le travail des enfants, seule la situation de Fougères est connue⁸¹. Quant aux informations statistiques recueillies par les inspecteurs du travail, elles sont loin de refléter la réalité⁸².

58 Pour la patente, il ne faut pas négliger le fait que pour certaines manufactures, ce n'est pas le nombre d'instruments qui sert de base au droit, c'est le nombre d'ouvriers employés. Selon le rapporteur de la loi de 1844, « au premier abord, ce mode de classification a soulevé dans la commission des objections assez graves. Il semble que le nombre des ouvriers ne puisse être constaté que par des investigations sur place ; qu'admettre cette manière de régler les tarifs, ce soit entrer dans un système d'inquisition entièrement contraire à l'esprit du projet de loi »⁸³.

59 Les exemptions ne permettent pas d'avoir une vision d'ensemble du nombre d'ouvriers. Une statistique semble en avoir été dressée en 1862 quand les exemptions sont « désormais appliquées aux ouvriers ayant une enseigne ou une boutique comme à ceux qui n'en ont point »⁸⁴, mais elle ne semble pas avoir été conservée. L'article 17 de la loi du 15 juillet 1880 « introduit une autre innovation dans la législation. Il admet à jouir de l'exemption de patente dont bénéficient les ouvriers travaillant seuls la veuve qui continue, avec l'aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti, la profession manuelle qu'exerçait précédemment son mari »⁸⁵. Enfin, dans certains cas, on estime que les entreprises ne déclarent que la moitié de leurs effectifs⁸⁶. Pour les ouvriers travaillant chez eux ou chez des particuliers, « la jurisprudence a longtemps été flottante »⁸⁷. On essaie d'obtenir une base fiable sur les fabricants à métiers :

« l'instruction de 1881 prescrit aux contrôleurs de dresser par commune des bulletins indiquant le nombre de métiers occupés par chaque fabricant, de se les communiquer entre eux, d'interroger les facteurs qui s'interposent habituellement entre les fabricants et les ouvriers pour la confection des travaux hors de la fabrique, et au besoin même, de s'appuyer sur la notoriété publique »⁸⁸.

60 Une situation presque caricaturale est fournie par le recensement des fabricants lyonnais de soierie :

« l'administration des contributions directes doit baser la patente des fabricants lyonnais sur le nombre des métiers à bras disséminés occupés par chacun d'eux ; mais, devant l'impossibilité d'un dénombrement à peu près exact des métiers qui travaillent effectivement au compte de chaque fabricant, elle a dû renoncer à ce relevé et se borne à calculer un nombre de métiers théorique d'après la production de l'année »⁸⁹.

61 Quoi qu'il en soit, tout ceci aboutit à une sous-évaluation des ouvriers, ou du moins des travailleurs manuels vivant de leur travail⁹⁰.

Les salaires

62 Si l'on veut tenter d'évaluer les conditions de vie des ouvriers, il faut analyser les salaires qu'ils touchent.

« Lors de l'enquête sur les salaires, le résultat dont l'exactitude est la plus probable est la moyenne des salaires, calculée pour l'ensemble des ouvriers d'un établissement, toutes spécialités réunies. La raison en est que cette moyenne se détermine à l'aide du total des salaires distribués ; or ce chiffre est facile à extraire de la comptabilité de l'industriel, et il présente le caractère le plus parfait d'authenticité »⁹¹.

- 63 Cette analyse suggère, encore une fois, que l'utilisation précise des données est délicate, même si l'on peut en tirer des informations historiques intéressantes⁹². Comme le soulignait Georges Dupeux dans sa thèse, « la principale difficulté que soulève l'étude du salaire dans l'industrie n'apparaît pas tant dans la recherche des données que dans leur exploitation. En effet, si les sources sont relativement abondantes, elles sont surtout hétérogènes : elles proviennent d'auteurs différents, elles concernent des cadres géographiques variés (départements, cantons, villes), des professions très diverses, des catégories de salaires multiples »⁹³. En particulier, les relevés sont effectués en général au chef-lieu de l'arrondissement, ce qui masque les écarts entre salaires urbains et ruraux, alors que ceux-ci expliquent en partie certains processus industriels originaux et des phénomènes comme l'exode rural.
- 64 J.-L. Marais a pu démontrer que la diversité des salaires dans l'industrie ardoisière du Maine-et-Loire était fonction de situations locales, avec la pression plus ou moins forte d'établissements concurrents⁹⁴. Mais généralement, leur interprétation est fragile car « les comportements idéologiques des bourgeois de la France du xix^e siècle ou de pays dans leur phase d'industrialisation acceptent sans problème ce qui nous paraît être une exploitation éhontée de la classe ouvrière et deviennent parfaitement clairs, dès lors qu'on comprend qu'ils acceptent le système de prix et de salaires alors en vigueur, avec la même bonne conscience que nous devant le nôtre »⁹⁵. La prudence est donc de mise et les incohérences constatées sont souvent inexplicables.

Les moteurs

- 65 Sur ce sujet également, les incertitudes des recensements sont grandes⁹⁶. En 1906, la statistique déplore qu'« il serait fort difficile de recueillir, par la voie du recensement général, des renseignements sur les forces motrices. On doit y renoncer tant qu'on n'aura point ajouté aux formulaires ordinaires de recensement un formulaire industriel spécial aux établissements susceptibles d'employer un moteur mécanique ».

« À vrai dire, la plupart de ces établissements, ceux qui ont un caractère industriel, étant soumis à l'inspection du travail, la carte fournie par cette inspection, pour tout établissement susceptible d'être inspecté, peut tenir lieu de bulletin d'établissement. Le seul inconvénient du système c'est que les inspecteurs du travail n'ont pu fournir, à titre gracieux, que les renseignements à leur connaissance aux époques où ils ont visité les établissements ; et d'ailleurs on sait qu'ils n'ont pas le moyen de les visiter tous régulièrement ».

« La statistique des forces motrices risquerait donc d'être fort incomplète si, pour les principales de ces forces, pour les moteurs à vapeur et pour les moteurs hydrauliques on n'avait obtenu, du Ministère des Travaux Publics et du Ministère de l'Agriculture, des fiches établies par les ingénieurs de l'État. Grâce à la complaisance de ces administrations et à la juxtaposition aux données du recensement des éléments d'information qu'elles ont fournies, la statistique actuelle des forces motrices peut être regardée comme suffisamment précise et complète quant aux moteurs à vapeur et aux moteurs hydrauliques. Sa valeur est plus incertaine pour ce qui regarde les autres espèces de moteur : à gaz, électriques, à vent, etc. »⁹⁷.

- 66 La statistique de l'industrie minérale avait déjà abandonné la prise en compte d'un certain nombre de critères qui n'étaient pas fiables. En 1900, elle cesse de publier le tableau des appareils à vapeur déclarés car « aux termes des règlements, les appareils à vapeur doivent être déclarés avant la mise en service. Cependant, si l'on compare le tableau des épreuves et celui des déclarations, on constate que, pour une fraction importante des appareils neufs, particulièrement des récipients, qui sont éprouvés

chaque année et qui ne doivent pour la plupart guère tarder à être installés (souvent, il est vrai, en remplacement d'appareils existants), la déclaration réglementaire n'est pas effectuée »⁹⁸.

- 67 De même, l'un des critères importants utilisés pour l'établissement du montant des patentes est celui de la présence ou de l'absence de moteur mécanique à travers la notion de « machines ». Le nombre et la nature des moteurs doivent être précisés, ce qui pose un problème d'interprétation. Nulle part dans les circulaires du ministère nous n'avons trouvé d'indication précise pour définir le contenu du terme « machine » et ses limites. Cette situation peut aboutir encore une fois à de subtiles distinctions. En 1906, « la nouvelle législation range tous les fabricants de bouchons de liège sans distinction dans la troisième partie du tableau C, mais elle leur applique, au point de vue du droit fixe, un traitement différent suivant que leur établissement est ou non actionné par un moteur mécanique »⁹⁹.

3. La statistique industrielle de 1896 : un tournant dans la pratique statistique ? La mise au point d'un nouveau système

- 68 La réalisation d'un recensement spécifique des industries et professions apparaît dès 1886 dans un vœu du Conseil supérieur de la statistique¹⁰⁰. Il s'agissait de rattraper sur ce point l'Allemagne, principal rival de la France.
- 69 Dès sa création, en 1891, l'Office du Travail reprend l'idée d'un recensement professionnel spécifique. Mais l'engouement suscité par l'idée n'est pas suivie d'effets et, faute de moyens¹⁰¹, le projet est remis à une date ultérieure. En 1894, la nomination d'une commission spéciale chargée d'étudier la manière d'effectuer un recensement professionnel présidée par E. Levasseur, permet de relancer le processus. La lenteur d'exécution sera une constante du projet. En 1899, « les opérations de dépouillement commencées à la fin de l'année 1896, ne sont pas encore achevées : les nécessités budgétaires ont conduit à répartir les crédits sur plusieurs exercices ; d'autre part, les bulletins de beaucoup de départements ne sont arrivés qu'après un très long retard »¹⁰². De ce point de vue, il n'y a donc aucune amélioration par rapport aux autres types de recensements.
- 70 Le recensement se veut innovant et c'est, en fait, une source de beaucoup de tracas. La grande nouveauté est que, pour la première fois, le dépouillement est centralisé à Paris pour toute la France. Les changements de procédure qui l'accompagnent ne sont pas sans créer des résistances parfois vives.
- « Ces difficultés sont inévitables lorsqu'on modifie d'anciens procédés consacrés par une longue expérience. Les administrations locales ne sont pas familiarisées avec les nouvelles instructions ; elles n'apprécient pas toujours l'importance du but poursuivi ; d'ailleurs les prescriptions édictées n'ont pas de sanction pratique et le succès ne dépend que de la bonne volonté générale. Les cas embarrassants ne sont résolus qu'après maints tâtonnements et, d'autre part, la centralisation des bulletins met au jour des errements qui, sans elle, resteraient insaisissables »¹⁰³.
- 71 Cette inertie se mesure par la faiblesse du classement des fiches par domicile de travail effectué par les communes (cf. Tableau 3), ce qui occasionne un supplément de travail dû à la « négligence des administrations locales »¹⁰⁴.

Tableau 3. Importance du classement par domicile de travail dans les communes comportant plus de 800 bulletins professionnels

% de communes n'ayant pas effectué le classement	Nombre de départements
100	5 (a)
90 à 99,9	1
80 à 89,9	11
70 à 70,9	9
60 à 69,9	15
50 à 59,9	19
40 à 49,9	8
30 à 39,9	5
moins de 30	13

(a) : Pour la Seine le classement doit être effectué par le Ministère du Commerce.

Source : Résultats du recensement des industries et professions (Dénombrement général de la population du 29 mars 1896), Paris, Imprimerie nationale, tome 1, p. 29.

Limites et fiabilité du comptage

- 72 Globalement, le recensement de 1896 fournit de nombreuses données sur l'activité industrielle de chaque département français et son utilisation pour l'histoire économique est essentielle. Il convient cependant de bien en mesurer les limites.
- 73 Certaines données sont volontairement éliminées du recensement : « afin de ne pas compliquer les opérations, on a renoncé au recensement des forces inanimées ». Le service renvoie la balle aux autres administrations en charge de la question :
- « il faut remarquer que celles-ci sont connues, au moins en ce qui concerne les machines à vapeur et les chutes d'eau, par le Ministère des Travaux publics et le Ministère de l'Agriculture ; il suffit alors, pour les recenser, d'établir une fiche au nom de chaque usine et de dépouiller l'ensemble de ces fiches : c'est une opération qui s'effectue actuellement et dont les résultats se combineront d'une manière intéressante et utile avec ceux du recensement des forces humaines et des établissements où ces forces trouvent leur emploi »¹⁰⁵.
- 74 Cette affirmation crée en réalité une illusion et sera loin de refléter toujours la réalité, comme nous l'avons analysé précédemment.
- 75 Parmi les lacunes signalées par les recenseurs, certains établissements temporaires échappent à la statistique car c'est une photographie de la situation à un instant donné, mais ceci est inhérent à toute analyse statistique ponctuelle. Les professions accessoires n'ont pas été retenues lors du dépouillement, « pour simplifier le travail et parce qu'on pouvait craindre beaucoup de lacunes en l'absence d'instructions sur ce sujet »¹⁰⁶. La statistique ne permet donc pas d'apporter d'information sur les pluri-actifs, alors

qu'aucune statistique antérieure ne permet d'en avoir une idée. Il y a donc là un choix persistant, dommageable du point de vue de l'appréhension de la réalité profonde de l'activité économique. Certaines faiblesses sont dues à l'organisation du dépouillement :

« le Ministère de l'Intérieur ayant tenu à ce qu'une portion de chaque bulletin fût conservée dans les archives des préfectures, il a fallu effectuer le report des indications de l'une des parties sur l'autre, en sorte que le Service chargé du dépouillement n'a pu opérer sur des bulletins entièrement originaux. De là de nombreuses lacunes, principalement en ce qui concerne les renseignements sur l'âge, l'état civil, l'origine des recensés »¹⁰⁷.

- 76 Enfin, toutes les communes ne répondent pas aux sollicitations de la statistique. Même si le résultat est globalement satisfaisant, il y a une poignée de départements pour lesquels la marge d'erreur est relativement importante (cf. Tableau 4) et pose des problèmes d'interprétation des données. L'Ille-et-Vilaine est un des plus mal lotis avec 17,5 % des communes qui n'ont pas fourni de bulletins professionnels.

Tableau 4. Représentativité des informations collectées dans les départements

% de communes ayant fourni des bulletins professionnels	Nombre de départements
100	39
95 à 99,9	33
90 à 94,5	7
85 à 89,9	4
80 à 84,9	2
< de 80	1*

* Il s'agit de la Charente avec seulement 65,8 %

Source : *Résultats du recensement des industries et professions (dénombrement général de la population du 29 mars 1896)*, Paris, Imprimerie nationale, tome 1, p. 29.

- 77 La fiabilité des statistiques imprimées, du moins pour les zones rurales, dans lesquelles la dispersion des industries ne permet jamais un recensement exhaustif, semble problématique. Cet état de fait a sans doute concouru à renforcer l'image statique de ces activités puisqu'il est difficile de les appréhender dans leur ensemble. D'autres sources comme les patentes ne permettent pas davantage de résoudre la question. Des tendances lourdes, dues à la résistance des mentalités, sont repérables et le recensement industriel de 1896, élaboré sur des bases plus rationnelles, n'échappe pas à certains préjugés et inerties.
- 78 Comme toute source historique, les statistiques doivent être confrontées à d'autres documents car « toute société court le risque d'une double réduction : d'une part, le risque d'être réduit à ce qui est observé, publié, mesuré, à ce dont on parle ; ce qui excède le cadre de cette image banale est ignoré, son existence est niée, même si des faits importants pour la société se produisent dans la 'zone d'ombre' qu'elle n'observe pas. D'autre part, dans le cadre même de ce qui est mesuré, l'observation risque d'être

prise pour le réel lui même, d'être 'réifiée' »¹⁰⁸. De même, Pierre Caspard souligne qu'« en étudiant la formation du prolétariat au temps de la première révolution industrielle, on risque de succomber à la tentation de ce qu'Ernest Labrousse appelait 'l'histoire des mouvements', et de sous-estimer, face à l'accélération de l'histoire que traduit l'essor des techniques et des productions, le retard ou la résistance des structures sociales et des mentalités »¹⁰⁹. Des constatations identiques peuvent s'appliquer aux patentes, même si dans ce cas c'est le contenu même des activités qui détermine les résultats comptables et donc l'exploitation statistique qu'on peut en faire.

- 79 La manière d'utiliser la source statistique doit faire l'objet d'une réflexion. Les études qui se multiplient insistent de plus en plus sur ses limites¹¹⁰. La statistique n'a finalement de réelle valeur que dans une comparaison géographique d'ensemble entre les départements. Elle offre des tendances mais en aucun cas un reflet fidèle de l'activité industrielle du pays et elle demande en tout état de cause un appareil critique rigoureux et argumenté¹¹¹.

BIBLIOGRAPHIE

1- Statistiques imprimées

Statistique de la France publiée par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, Paris, 1847.

Statistique de la France, Industrie. Résultats généraux de l'enquête effectuée dans les années 1861-1865. Résultats généraux, Nancy, 1873.

Résultats du recensement des industries et professions (dénombrement général de la population du 29 mars 1896), Paris, Imprimerie nationale, tome 1, 1899.

Statistique des forces motrices en 1906, Paris, Imprimerie Nationale, 1911.

Ministère du Commerce, évaluation de la production d'après les renseignements fournis par les chambres de commerce (1910) et les statistiques administratives (1912), Paris, Imprimerie nationale, 1917.

2- Ouvrages servant de source

BOIZET, Léon, *Le travail et l'application des lois ouvrières dans les établissements de bienfaisance privés*, Thèse de Droit, Bordeaux, 1908.

COSTE, Henri, *La réglementation légale de la durée du travail*, Thèse de Droit, Aix, 1905.

DUFAUD DE LAGRANDEMAISON, Jean-Émile-Arthur-Gaston, *Histoire et législation des patentes en France depuis leur établissement jusqu'à nos jours*, Thèse de Droit, Paris, 1891.

FOVILLE, Alfred de, *La France économique : statistique raisonnée et comparative*, Paris, 1890.

GRAS, Marcel, *Du machinisme et de ses conséquences économiques et sociales dans l'industrie moderne*, Thèse de Droit, Paris, 1911.

GRAUX, Gustave, *Le contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels*, Thèse de Droit, Paris, Larose, 1909.

MARLIO, Georges, *Le commerce des bois de Bourgogne*, Thèse de Droit, Dijon, Nourry, 1905.

MAUPIILLÉ, Léon & BERTIN, Amédée, *Notice historique et statistique sur la baronnie, la ville et l'arrondissement de Fougères*, Rennes, Imp. Marteville & Lefors, 1848.

MAZEL, Jean-François Henri, *Les patentes*, Thèse de Droit, Paris, 1888.

3- Études récentes

ACCES-Université populaire de Romans, *Les Romanais, Romans et la chaussure. 150 ans d'histoire*, Éditions Peuple libre et Notre Temps, Romans, 2001.

BARRAL Pierre, *Le département de l'Isère sous la III^e République 1870-1940*, Paris, A. Colin, 1962.

BRAUDEL, Fernand, *L'identité de la France. Les hommes et les choses*, Paris, Flammarion, 1986, rééd. 1990, t. 2.

CASPARD, Pierre, « La fabrique au village », *Le Mouvement Social*, n° 97, octobre-décembre 1976, pp. 13-24.

CHANUT, Jean-Marie, HEFFER, Jean, MAIRESSE, Jacques & POSTEL-VINAY, Gilles, « Les disparités de salaires en France au XIX^e siècle », *Histoire & Mesure*, 1995, X-3/4, pp. 381-410.

CHANUT, Jean-Marie, HEFFER, Jean, MAIRESSE, Jacques & POSTEL-VINAY, Gilles, *L'industrie française au milieu du XIX^e siècle. Les enquêtes de la Statistique Générale de la France*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2000.

Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, *Évolution et organisation de l'administration centrale du Ministère du Travail (1887-1940), Études et documents pour servir à l'histoire de l'administration du travail*, Cahier n° 1, octobre 1998.

CUCARULL, Jérôme, *Les industries en Ille-et-Vilaine dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Adaptations et inerties d'un département rural face à la seconde industrialisation*, Thèse de Doctorat, Université de Bretagne Occidentale, Brest, septembre 1993.

DÉSERT, Gabriel, *Une société rurale au XIX^e siècle : les paysans du Calvados 1815-1895*, Thèse d'histoire, Service de reproduction des thèses de l'Université de Lille, 1975.

DESROSIÈRES, Alain & THÉVENOT, Laurent, *Les catégories socio-professionnelles*, Paris, Éditions la Découverte, 1992.

DUPÂQUIER, Jacques, *Histoire de la population française*, Tome 3 : de 1789 à 1914, Paris, PUF, 1995.

DUPEUX, Georges, *Aspects de l'histoire sociale et politique du Loir-et-Cher 1848-1914*, Paris-La Haye, Mouton, 1962.

EIZNER, Nicole & HERVIEU, Bertrand, *Anciens paysans, nouveaux ouvriers*, Paris, L'Harmattan, 1979.

GANDILHON, René, « La série M (Administration générale) des Archives Départementales », *Revue Historique*, n° 489, janvier-mars 1969, pp. 147-162.

GILLE, Bertrand, *Les sources statistiques de l'histoire de France, des enquêtes du XVII^e siècle à 1870*, Paris-Genève, Droz, 1964.

HAU, Michel, *La croissance économique de la Champagne de 1810 à 1969*, Paris, Éditions Ophrys, 1976.

LE BRAS, Hervé, « La Statistique Générale de la France », in Pierre NORA, (dir.), *Les lieux de mémoire*, Tome II, Paris, Gallimard, 1986, pp. 317-353.

LENOIR, Gaëlle, *Les artisans et commerçants ruraux dans le canton sud-ouest de Rennes dans la seconde moitié du XIX^e siècle (1851-1896) ou le monde de la boutique et de l'atelier au milieu des champs*, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université de Haute Bretagne-Rennes II, 1999.

LÉVÊQUE, Pierre, « La patente, indicateur de croissance économique différentielle au XIX^e siècle », *Entreprises et entrepreneurs, XIX^e-XX^e siècles*, Congrès de l'association française des historiens économistes, 1983, pp. 46-73.

LÉVY-LEBOYER, Maurice & BOURGUIGNON, François, *L'économie française au XIX^e siècle. Analyse macroéconomique*, Paris, Economica, 1985.

LORENT, J. A., « L'enquête de la statistique industrielle à Marseille, de 1839 à 1852 », *Provence Historique*, t. 13, fasc. 53, juillet-septembre 1963, pp. 280-288.

MARAIS, Jean-Luc, « Salaires des ardoisiers des villes et des campagnes (1833-1914) », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, Tome 104, année 1997, n° 3, pp. 123-131.

MARKOVITCH, Tihomir J., *L'industrie française de 1789 à 1964*, Cahiers de l'I.S.E.A., n° 4, 1965.

MICHEL, Lévy-Louis, *Comprendre les statistiques*, Paris, 1979.

NOIRIEL, Gérard, *Les ouvriers dans la société française, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Éd. du Seuil, 1986.

RENARD, Jean, *Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise, Loire-Atlantique, bocage vendéen, Mauges, les Sables d'Olonne*, Éd. du Cercle d'Or, 1975.

SCHWEBER, Libby, « L'échec de la démographie en France au XIX^e siècle ? », *Genèses*, n° 29, décembre 1997, pp. 5-28.

SÉE, Henri, « À propos du mot 'industrie' », *Revue Historique*, t. 149, 1925, pp. 58-61.

VOLLE, Michel, *Le métier de statisticien*, Paris, Hachette, 2^e éd., 1984.

VOLLE, Michel, *Histoire de la statistique industrielle*, Paris, Economica, 1982.

ANNEXES

Annexe 1. Le nombre d'établissements et les effectifs de la main-d'œuvre d'après les rapports du sous-préfet de Vitré (1857-1880) [document en .pdf, cliquer pour afficher]

Source : A.D. I.-et-V. 6M 1005 à 1008.

Annexe 2. Le nombre d'établissements et les effectifs de la main d'œuvre dans l'arrondissement de Saint-Malo en 1857 et 1858

NOTES

1. Notre analyse restera de ce point de vue superficielle car, en Ille-et-Vilaine, les rôles ont disparu jusqu'en 1914.

2. CUCARULL, J., 1993.

3. GANDILHON, R., 1969, pp. 147-162.

4. Un pointage précis des rapports des sous-préfets conservés dans la sous série 6M le démontre. Par exemple, en ce qui concerne les rapports trimestriels de 1857 à 1881, les pourcentages annuels de documents conservés sont reportés sur le Tableau 1.

5. Toujours pour les rapports trimestriels de la période 1857 à 1881, au mieux, deux tiers des documents ont été conservés par arrondissements : 44 pour Fougères (soit 45,8 %), 38 pour Montfort (soit 39,5 %), 48 pour Redon (soit 50 %), 29 pour Rennes (soit 30,2 %), 37 pour Saint-Malo (soit 38,5 %), 61 pour Vitré (soit 63,5 %).
6. Archives Nationales (A.N.) F12 4476c, Rapport sur les travaux industriels dans les campagnes d'après les réponses des Conseils Généraux à la circulaire du 15 août 1850, s.d.
7. LE BRAS, H., 1986, tome 2, vol. 2, p. 345.
8. LÉVÊQUE, P., 1983, pp. 46-73.
9. MAZEL, J.-F.-H., 1888, pp. 199-200.
10. MAZEL, J.-F.-H., 1888, p. 113.
11. DUFAUD DE LAGRANDEMAISON, E., 1891, pp. 160-161.
12. Ce n'est pas gênant lorsqu'on ne les étudie que du point de vue de la croissance économique car cette baisse n'a « influencé que faiblement le mouvement ascensionnel du principal ». Cf. P. LÉVÊQUE, 1983, p. 55.
13. SÉE, H., 1925, p. 61.
14. *Statistique de la France*, 1847. Introduction, p. XVIII.
15. D'après A. DE FOVILLE, 1890, p. 189.
16. Un premier décret définit l'artisanat rural le 9 février 1921, mais ce n'est qu'une définition fiscale. Il faudra attendre la loi du 26 juillet 1925 pour voir la notion d'« artisanat » définie de façon autonome et apparaître dans les statistiques.
17. Cf. P. BARRAL, 1962, p. 187. Il suffit de relire la claire analyse qu'en a fait F. BRAUDEL, 1990, t. 2, pp. 302-306.
18. COSTE, H., 1905, pp. 58-59.
19. COSTE, H., 1905, p. 80. Ce problème est lancinant et se retrouve lors de l'étude de catégories particulières comme le montre par exemple L. BOIZET, 1908, en particulier pp. 103-104.
20. Archives Départementales d'Ille-et-Vilaine, A.D. I.-V. 5P 4, Circulaire du 10 octobre 1899, n° 954. Application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Réunion des formules de patente et des avertissements. Cet élargissement est justifié par le fait que « s'il est vrai qu'au début des travaux préparatoires, poursuivis pendant près de 18 années, le développement de la production mécanique, les dangers nouveaux de l'outillage employé par la grande industrie, ont surtout été mis en avant pour expliquer et justifier l'introduction dans nos lois du risque professionnel, il faut reconnaître que l'application de l'idée nouvelle s'est insensiblement élargie jusqu'à s'étendre à tous les accidents du travail industriel ».
21. A.D. I.-V. 6M 1005.
22. A.D. I.-V. 10M 1, Réponse de M. de Marteville, membre de la chambre de commerce de Rennes au préfet au sujet d'une lettre confidentielle du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics au préfet, 30 juin 1858.
23. DUFAUD DE LAGRANDEMAISON, E., 1891, p. 235.
24. Cité par E. DUFAUD DE LAGRANDEMAISON, 1891, p. 353.
25. DUFAUD DE LAGRANDEMAISON, E., 1891, pp. 259-260.
26. A.D. I.-V. 5P 1.
27. DUFAUD DE LAGRANDEMAISON, E., 1891, p. 261.
28. A.D. I.-V. 5P 2, Circulaire du 2 juillet 1889, n° 739.
29. MAZEL, H., 1888, pp. 146-148.

- 30.A.D. I.-V. 5P 1, Circulaire du 12 juin 1863, n° 428. Modifications apportées aux tarifs et tableaux concernant les patentes, p. 20-21.
- 31.A.D. I.-V. 5P 1, *ibid.*
- 32.A.D. I.-V. 5P 2, Circulaire du 1^{er} août 1891, n° 792.
- 33.A.D. I.-V. 5P 2, Circulaire du 26 novembre 1880, n° 598. Immunité abusive accordée en matière de patente.
- 34.A.D. I.-V. 5P 6, Circulaire du 23 septembre 1905, n° 1047. Modifications apportées à la législation des patentes par les lois des 19 avril et 19 juillet 1905.
- 35.Ainsi G. DÉSSERT, 1975, pp. 719-720, décrit les difficultés d'interprétation entre les recensements de 1886 et 1891.
- 36.DESROSIÈRES, A. & THÉVENOT, L. 1992, p. 7.
- 37.*Introduction aux Résultats du recensement des industries et professions*, 1899, p. 19.
- 38.*Ibid.*, note 1, p. 20.
- 39.*Ibid.*, p. 21.
- 40.GRAUX, G., 1909, pp. 30-31.
- 41.Pour G. MARLIO, 1905, pp. 165-166, « c'est un peu trop se moquer des intérêts des bûcherons, qui mériteraient d'être soutenus davantage ».
- 42.Dans le canton de Bain-de-Bretagne, essentiellement rural, on a recensé plus de 177 noms de métiers différents. Cf. G. LENOIR, 1999, p. 13.
- 43.GRAS, M., 1911, pp. 55-56.
- 44.DESROSIÈRES, A. & THÉVENOT, L., 1992, p. 9.
- 45.*Recensement de 1901*, tome 3, p. 128.
- 46.La référence en la matière reste évidemment T.J. MARKOVITCH, 1965. Pour une étude régionale, cf. M. HAU, 1976. Un autre type d'approche : M. LÉVY-LEBOYER & F. BOURGUIGNON, 1985. En espérant une réorganisation des nomenclatures adoptées par les statistiques, il semble possible d'obtenir des comparaisons relativement fiables des données fournies par certaines enquêtes comme l'ont démontré J.-M. CHANUT & al., 2000, pp. 33-44.
- 47.*Statistique de la France*, 1873. Observations préliminaires, p. XIII.
- 48.Ce « processus psychologique » peut fonctionner en sens inverse et entraver la collecte de renseignements. Les industriels finissent par imaginer que les renseignements qu'on leur demande vont servir à établir un nouvel impôt.
- 49.Cf. B. GILLE, 1964.
- 50.A.D. I.-V. 6M 1005, Lettre du Ministre de l'Agriculture et du Commerce aux préfets, février 1862.
- 51.GILLE, B., p. 234.
- 52.A.D. I.-V. 6M 1005.
- 53.LE BRAS, H., 1986, pp. 344-345.
- 54.VOLLE, M., 1984, p. 130.
- 55.A.D. I.-V. 6M 1005, Rapport au préfet, 14 décembre 1850.
- 56.Lettre du 18 juillet 1853, A.D. I.-V. 6M 1005.
- 57.A.D. I.-V. 6M 1005.
- 58.A.D. I.-V. 6M 1006, Lettre de l'Ingénieur ordinaire des Mines à l'Ingénieur en chef à Rennes, 28 mai 1874.
- 59.On peut citer entre autres les lettres du 18 mai 1857, 13 mars 1874, renouvelée le 17, etc.
- 60.Comme en témoigne par exemple une lettre du préfet au sous-préfet de Fougères du 18 octobre 1877, qui réclame le tableau statistique de 1876, A.D. I.-V. 6M 1006.

61. Ministère du Commerce, 1917, 2^e partie (résultats généraux), note préliminaire.
62. Pour la ville de Marseille, une enquête qui concerne théoriquement l'année 1845, est en réalité basée sur des documents s'étendant de 1843 à 1852 ! LORENT, J.-A., 1963, pp. 280-288. C'est le même souci de dater plus précisément les données fournies par les recensements industriels de 1839, 1847 et 1865 qui ont permis à J.-M. CHANUT & al., 2000, pp. 71-82, de les comparer avec les statistiques annuelles de l'industrie minière.
63. A.D. I.-V. 6M 1005, lettre du 31 mars 1857.
64. A.D. I.-V. 3Z supplément 42, Lettre du maire de Pléchâtel au sous-préfet de Redon, 18 décembre 1858.
65. A.D. I.-V. 6M 1005, Lettre du préfet au sous-préfet de Redon, s. d. (1857).
66. A.D. I.-V. 6M 1005, chambre de commerce de Rennes. Rapport sur l'industrie, 1858, pp. 5-6.
67. A.D. I.-V. 6M 1005.
68. A.D. I.-V. 3Z supplément 42, Rapport sur la situation des ardoisières de l'arrondissement de Redon depuis juillet 1872 jusqu'au 1^{er} juillet 1873.
69. MAUPILLÉ, L. & BERTIN, A., 1848, p. 465.
70. A.D. I.-V. 6M 1005.
71. Pour reprendre une expression, qui s'applique à une situation plus récente, de J. RENARD, 1975, pp. 358-359. L'hétérogénéité et les lacunes des statistiques industrielles du milieu du XIX^e siècle et les limites qu'elles impliquent sont également soulignées à plusieurs reprises par J.-M. CHANUT & al., 2000.
72. A.D. I.-V. 6M 1005.
73. A.D. I.-V. 5P 2, Circulaire du 11 janvier 1892, n° 802. Statistique des patentes.
74. A.D. I.-V. 5P 3, Circulaire du 24 décembre 1894, n° 862. Service des patentes. Changements apportés à divers modèles.
75. NOIRIEL, G., 1986, pp. 18-22.
76. La comparaison des statistiques industrielles de 1839-1847 et de 1860-1865 avec les recensements de population de 1851 et 1866, semble, en effet, donner une vision relativement concordante (cf. J.-M. CHANUT & al., 2000, pp. 56-66).
77. Pour une analyse plus fine des recensements, cf. J. DUPÂQUIER, 1995, pp. 39-47.
78. EIZNER, N. & HERVIEU, B., 1979, p. 82.
79. Le cas se présente dans la commune de Chartres-de-Bretagne, où un certain nombre d'ouvriers extrayant pour leur compte du calcaire pour les fours à chaux installés à proximité, semblent avoir été intégrés à l'entreprise. D'après G. LENOIR, 1999.
80. DESROSIÈRES, A. & THÉVENOT, L., 1992, pp. 12-15.
81. A.N. F12 4717, Rapport de l'Ingénieur des Mines, 22 août 1871.
82. Lors d'une enquête en cours sur l'histoire de l'industrie de la chaussure de Fougères, des témoignages d'ouvriers montrent que la plupart des entreprises employaient, dans les premières décennies du XX^e siècle, des jeunes enfants de manière illégale. Il suffisait de les renvoyer chez eux ou de les cacher durant l'inspection ! Il n'y a pas de raison de penser que cette pratique était spécifique à cette industrie.
83. DUFAUD DE LAGRANDEMAISON, E., 1891, p. 158.
84. A.D. I.-V. 5P 1, Circulaire du 19 juillet 1862, n° 412. Dispositions nouvelles en faveur des ouvriers. « Toutefois, comme l'administration a besoin de connaître l'importance des nouvelles exemptions prononcées, les contrôleurs joindront à ces dernières matrices une liste particulière des ouvriers exemptés avec l'indication des droits qu'ils auraient eu à payer s'ils avaient continué à être imposables ».

- 85.A.D. I.-V. 5P 2, Circulaire du 26 juillet 1880, n° 594. Mise à exécution de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes.
- 86.C'est le cas pour l'industrie de la chaussure de Romans (cf. ACCES, 2001, p. 115).
- 87.MAZEL, H., 1888, p. 160. Il consacre un long développement pour citer les catégories concernées et celles qui sont exemptées (pp. 160-167).
88. MAZEL, H., 1888, p. 225.
- 89.Résultats du recensement des industries et professions, 1899, note 2, p. 5.
- 90.En 1899, on le résume ainsi : les matrices des patentes « ne peuvent faire connaître qu'une partie des exploitations, celles qui sont soumises à la patente. Elles laissent en dehors les petits ateliers à domicile, les petits façonniers et travailleurs autonomes, les ouvriers sans place fixe et unique, catégories qui ont leur rôle dans la production générale », dans *Résultats du recensement des industries et professions*, 1899, p. 5.
- 91.*Introduction aux Résultats du recensement des industries et professions*, 1899, p. 11.
- 92.CHANUT, J.-M., HEFFER, J., MAIRESSE, J. & POSTEL-VINAY, G., 1995.
- 93.DUPEUX, G., 1962, p. 267. On peut se reporter également aux développements que consacre à ce sujet G. DÉSERT, 1975, tome 2, pp. 923-924.
- 94.MARAIS, J.-L., 1997, pp. 123-131.
- 95.MICHEL, L.-L., 1979, p. 143.
- 96.Les recensements industriels du milieu du XIX^e siècle contiennent des informations divergentes sur ce sujet. Le nombre de moteurs y est, en effet, sous-estimé et masque beaucoup d'hétérogénéités (cf. J.-M. CHANUT & al., 2000, pp. 97-100).
- 97.*Statistique des forces motrices en 1906*, 1911, p. 1.
- 98.*Statistique de l'industrie minérale*, 1900, p. 120.
- 99.A.D. I.-V. 5P 6, Circulaire du 30 avril 1906, n° 1054. Modifications apportées à la législation des patentes par la loi du 17 avril 1906.
- 100.*Introduction aux Résultats du recensement des industries et professions*, 1899, p. 2.
- 101.« Au début, le rôle de l'Office sera modeste : il ne consistera qu'à rassembler les données statistiques et à les soumettre au conseil et au Ministère du Commerce et, dans une certaine mesure, de les faire connaître au public, en particulier les syndicats ». *Comité d'histoire...*, 1998, p. 16.
- 102.Lettre du Directeur de l'Office du travail Paul Delombre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Télégraphes.
- 103.*Ibid.*
- 104.*Introduction aux Résultats du recensement des industries et professions*, 1899, p. 30.
- 105.Lettre du Directeur de l'Office du travail Paul Delombre au Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Télégraphes.
- 106.*Introduction aux Résultats du recensement des industries et professions*, 1899, p. 24.
- 107.*Ibid.*
- 108.VOLLE, M., 1984, p. 128.
- 109.CASPARD, P., 1976, p. 15.
- 110.Voir par exemple L. SCHWEBER, 1997.
- 111.C'est ce qui a été réalisé pour les statistiques industrielles de 1839-1847 et de 1860-1865 par J.-M. CHANUT & al., 2000. Il en ressort une version relativement optimiste, à condition de faire preuve de discernement et de prudence.

RÉSUMÉS

La mesure quantitative de l'évolution des différents secteurs industriels est essentielle et il est donc important de connaître les limites de l'information que fournissent les sources sérielles. La manière dont est envisagée l'industrie dans les statistiques et dans les lois régissant le travail traduit une conception fluctuante de l'activité industrielle, en relation étroite avec la représentation sociale de l'activité économique. Les rôles de patente montrent la même disparité et un foisonnement des nomenclatures professionnelles.

À l'échelon local, l'exemple du département d'Ille-et-Vilaine, révèle que les documents primaires de récolte de l'information présentent des lacunes importantes et subissent des fluctuations dans la conception même de l'activité industrielle. Ces problèmes se retrouvent posés de la même manière dans les statistiques concernant le nombre d'ouvriers, les salaires ou le nombre de moteurs utilisés dans l'industrie. Des tendances lourdes, dues à la résistance des mentalités, s'observent et le recensement industriel de 1896, élaboré sur des bases plus rationnelles, n'échappe pas à certains préjugés et inerties. On peut finalement s'interroger sur ce que, du seul point de vue économique, mesurent les études utilisant des sources qui doivent être maniées avec beaucoup de précautions.

Serial Measures of Industrial Activity in the Second Half of the 19th Century. Questions of method drawn from the example of Ille-et-Vilaine.

Since quantitative measure is essential in judging development in various industrial sectors it is important to understand the limits of available serial sources. How it is that industry is understood in the statistics and in labor law stems from a changing concept of industrial activity in strict relation with the social representation of economic activity. The uses of the professional tax show some of the same shifts through diversity in design of categories of professions.

At the local level, as the Ille-et-Vilaine department shows, the primary documents in information gathering present important lacune and reveal strong shifts in the conception itself of industrial activity. The same problem arises in the statistics on number of workers, salaries and the number of motors in industry. Strong trends can be seen shaped by static understanding, and even the industrial census of 1896 though constructed on a more rational basis, displays certain prejudices and inertia. One may wonder what, from a strict economic point of view, is measured by studies using these sources which ought to be handled with great caution.

INDEX

Mots-clés : histoire des statistiques, industrie

Index chronologique : XIX^e siècle

Index géographique : France